

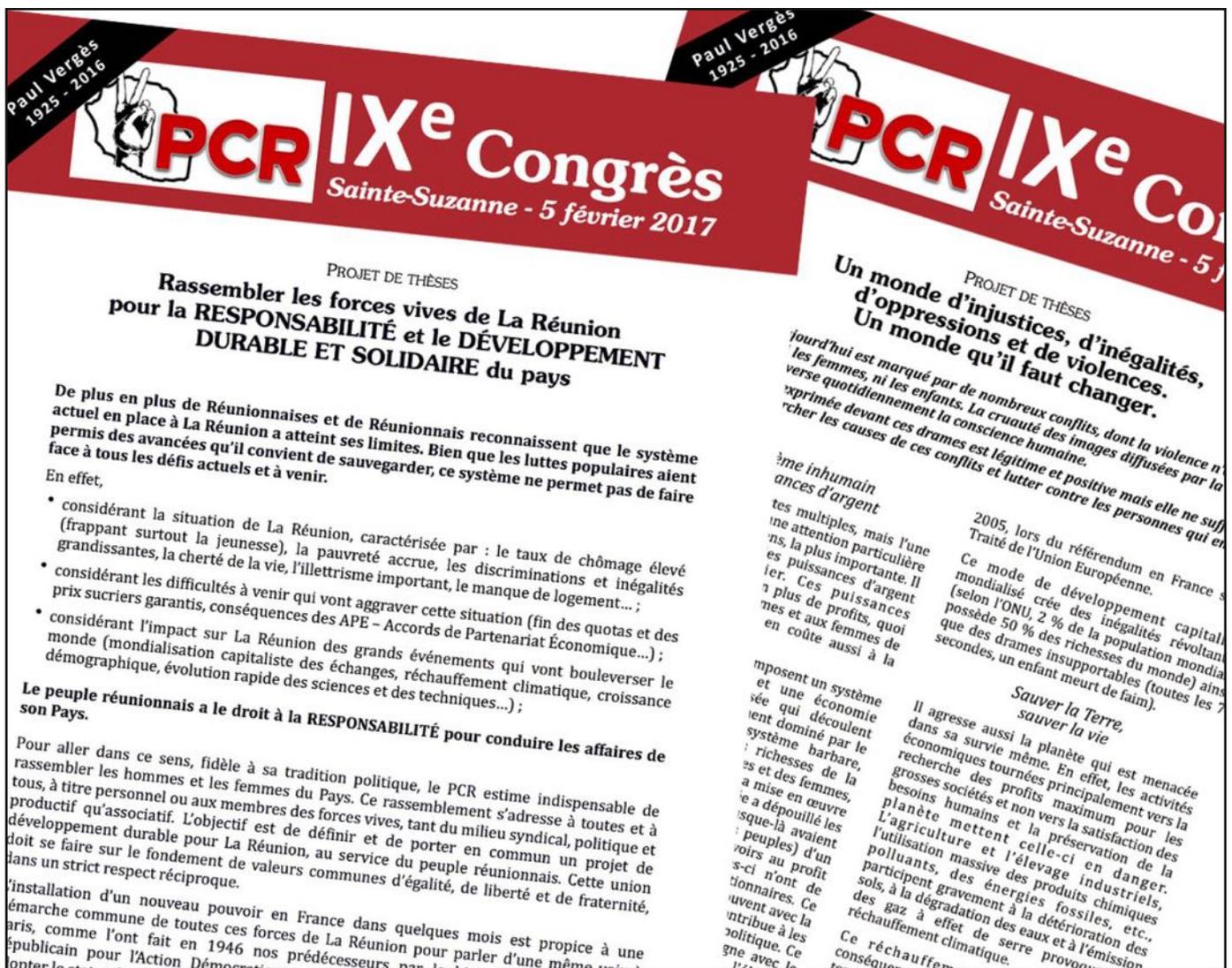
Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18609 - 72EME ANNÉE

Présentation des projets de thèse

9e Congrès du PCR : documents du débat



Le 10 janvier dernier, Yvan Dejean et Maurice Gironcel, co-secrétaires généraux du PCR, ont présenté à la presse deux projets de thèse au centre des débats du 9e Congrès du Parti communiste réunionnais, qui se tiendra le 5 février à Sainte-Suzanne. Voici les documents qui ont fait l'objet d'échanges lors des assemblées générales préparatoires qui se sont tenues le 11 janvier à Sainte-Suzanne, le 12 janvier au Port et le 13 janvier à Saint-Pierre.

Projet de thèse du 9e Congrès du PCR

Rassembler les forces vives de La Réunion pour la RESPONSABILITÉ et le DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SOLIDAIRE du pays

De plus en plus de Réunionnaises et de Réunionnais reconnaissent que le système actuel en place à La Réunion a atteint ses limites. Bien que les luttes populaires aient permis des avancées qu'il convient de sauvegarder, ce système ne permet pas de faire face à tous les défis actuels et à venir.

En effet, considérant la situation de La Réunion, caractérisée par : le taux de chômage élevé (frappant surtout la jeunesse), la pauvreté accrue, les discriminations et inégalités grandissantes, la cherté de la vie, l'illettrisme important, le manque de logement... ; considérant les difficultés à venir qui vont aggraver cette situation (Fin des quotas et des prix sucriers garantis, conséquences des APE – Accords de Partenariat économique...); considérant l'impact sur La Réunion des grands événements qui vont bouleverser le monde (mondialisation capitaliste des échanges, réchauffement climatique, croissance démographique, évolution rapide des sciences et des techniques...);

Le peuple réunionnais a le droit à la RESPONSABILITÉ pour conduire les affaires de son Pays.

Pour aller dans ce sens, fidèle à sa tradition politique, le PCR estime indispensable de rassembler les hommes et les femmes du Pays. Ce rassemblement s'adresse à toutes et à tous, à titre personnel ou aux membres des forces vives, tant du milieu syndical, politique et productif qu'associatif. L'objectif est de définir et de porter en commun un projet de développement durable pour La Réunion, au service du peuple réunionnais. Cette union doit se faire sur le fondement de valeurs communes d'égalité, de liberté et de fraternité, dans un strict respect réciproque.

L'installation d'un nouveau pouvoir en France dans quelques mois est propice à une démarche commune de toutes ces forces de La Réunion pour parler d'une même voix à Paris, comme l'ont fait en 1946 nos prédecesseurs par le biais du CRADS (Comité Républicain pour l'Action Démocratique et Sociale) pour abolir le régime colonial et adopter le statut de Département.

Ce projet de développement durable, responsable et solidaire concerne les domaines suivants : la responsabilité pour la gouvernance démocratique du pays ; l'économie ; le social ; la culture ; l'éducation ; l'identité ; l'environnement ; le co-développement régional.

Pour sa part, le PCR fait les propositions suivantes qui sont ses contributions à l'élaboration d'un projet com-

mun et partagé.

1. Sur la responsabilité pour la gouvernance démocratique du pays :

a) La Réunion doit disposer d'une assemblée paritaire, élue à la proportionnelle intégrale, dotée de compétences élargies. Cette assemblée doit pouvoir délibérer dans les domaines de ses compétences élargies (à l'exclusion des pouvoirs régaliens de l'état) afin que les Réunionnaises et les Réunionnais puissent disposer des pouvoirs de décision sur tout ce qui concerne leur vie quotidienne.

b) Cette assemblée sera responsable d'un Fonds de Développement alimenté par les concours financiers croisés de l'Union Européenne, de l'état Français et de La Réunion dans le cadre d'un partenariat équitable et solidaire.

c) Création d'un statut de l'élu-e lui donnant les moyens d'exercer ses responsabilités mais limitant ses indemnités et ses mandats ainsi que leur durée. L'élu devant servir la population avec abnégation et dévouement.

2. Sur l'économie :

a) Conférence permanente de l'état et de tous les acteurs agricoles sur l'avenir de la filière canne et sur un projet agricole prioritairement bio, assurant la sécurité alimentaire du pays.

b) Préservation de la production péi face aux APE, clause de sauvegarde et moratoire (présence de La Réunion du côté français dans la délégation de l'Union Européenne qui négocie les APE).

c) Fiscalité équitable, avantageuse pour notre production, à condition d'avoir des compétences élargies pour mettre à plat toute la fiscalité, y compris l'octroi de mer, et avoir une autonomie fiscale.

d) Développement de nos relations économiques avec tous les pays de l'Indianocéanie (à condition d'avoir

des compétences élargies pour les accords économiques).

e) Recherche et développement dans les produits et les activités à haute valeur ajoutée (économie de la connaissance, économie verte, économie bleue, développement du tourisme à partir de nos atouts naturels et culturels...).

f) Développement de l'économie sociale et solidaire.

3. Sur le social :

a) Le chômage : des mesures exceptionnelles sont nécessaires pour faire respecter le droit à l'emploi de tous les Réunionnais :

- moratoire pour le recrutement dans la fonction publique (loi d'expérimentation) ;
- passage obligatoire par Pôle Emploi pour le recrutement dans le privé ;
- gestion prévisionnelle de l'emploi par une Conférence Permanente de l'Emploi.

b) Lutte contre la vie chère : contrôle rigoureux de la formation des prix (de l'usine au consommateur), produire un maximum de ce que nous consommons à La Réunion, et possibilité de s'approvisionner plus près de chez nous et moins cher (à condition d'avoir des compétences élargies pour pouvoir passer les accords commerciaux).

c) Lutte contre les inégalités. La vie est chère et elle l'est pour tout le monde. Depuis 70 ans, la majorité des travailleurs et les minima sociaux ne perçoivent pas un complément de revenu attribué seulement à une catégorie de travailleurs. Personne ne peut accepter que cette injustice perdure. Pour lutter contre ces inégalités, la Cour des Comptes propose d'établir un différentiel du coût de la vie entre la France et La Réunion, à partir duquel une nouvelle politique des salaires et des revenus (y compris les minima sociaux, les retraites et les revenus agricoles) doit être élaborée pour les nouveaux emplois et bénéficiaires, sans toucher aux acquis des bénéficiaires actuels. Les économies réalisées doivent être ré-investies à La Réunion, comme le préconise la Cour des Comptes. A ce sujet, le PCR propose qu'elles contribuent à alimenter le Fonds de Développement.

d) Mise en place d'une gestion démocratique du dispositif des "emplois aidés" afin que ceux-ci deviennent pérennes, échappent au système humiliant du clientélisme et qu'ils soient prioritairement orientés vers les activités d'aide à la personne et de protection de l'environnement.

e) Pour une politique du logement audacieuse, basée sur :

- la mobilisation du foncier, de l'état, des collectivités, la lutte contre la spéculation foncière (taxation et préemption), sauvegarde des terres agricoles ;
- l'appel à des projets innovants, écologiques et à bas coûts ;
- l'appel à l'auto-construction (avec un accompagnement approprié).

f) Pour une politique d'accès à la santé pour toutes et tous, notamment en faveur des personnes vulnérables.

4. Sur la culture, l'éducation et l'identité :

a) Les Réunionnais-es, venu-e-s de tous les coins du Monde, constituent un peuple avec son histoire, sa

culture, sa langue, son identité. Comme l'a proclamé le Manifeste de la Maison des Civilisations et de l'Unité Réunionnaise, les cultures et religions des origines diverses de notre peuplement doivent être respectées à la fois pour valoriser les atouts de cette diversité et pour renforcer l'unité, la cohésion, la solidarité, la fraternité du peuple réunionnais.

b) L'école doit intégrer notre culture, notre histoire et notre identité mais aussi cultiver leurs valeurs et les enseigner aux élèves. Une place importante devra être réservée à la philosophie dès le plus jeune âge.

c) Traiter l'illettrisme, fléau majeur, par une équipe pluridisciplinaire (pédagogique et sociale).

d) Les calendriers et rythmes scolaires doivent respecter notre climat et notre positionnement géographique.

e) Promouvoir la responsabilité d'éducation populaire des médias.

5. Sur l'environnement :

a) Les effets du réchauffement imposent une révision de l'aménagement du territoire par des mesures d'adaptation, de précaution et d'atténuation (endiguement des ravines, suppression des radiers, protection de la barrière corallienne...). La Nouvelle Route en Mer doit faire l'objet d'un audit financier et environnemental immédiat.

La lutte contre les effets du réchauffement climatique exige de réduire les émissions des gaz à effets de serre par :

- le développement des énergies renouvelables pour atteindre l'autonomie énergétique de La Réunion en 2030 ;

- construire un véritable réseau de transport ferroviaire, développer les modes de déplacements doux.

b) Agir pour l'environnement c'est aussi protéger notre biodiversité (lutte contre les espèces envahissantes) c'est garantir à la population une quantité d'eau suffisante et de qualité. C'est éliminer toutes les formes de pollutions dans le pays par le pétrole, les pesticides, les engrais chimiques, la malbouffe, les médicaments néfastes. C'est gérer les déchets par le tri sélectif et le recyclage.

6. Sur le co-développement régional solidaire :

a) La Réunion doit s'insérer dans son espace géographique en plein bouleversement :

- Sur le plan démographique : par exemple, dans 20 ans, Madagascar comptera 50 millions d'habitants) ;

- Sur le plan économique : organisation de grands marchés économiques, présence des grandes puissances émergentes...).

b) Il est donc vital pour notre pays de disposer de compétences élargies pour pouvoir passer avec ces pays des accords de coopération et de co-développement solidaire dans les domaines aussi divers que la santé, la sécurité alimentaire, l'éducation (l'Université Francophone de l'Océan Indien), la recherche, les énergies renouvelables et la lutte contre les effets du réchauffement climatique, etc. Dans beaucoup de ces domaines, La Réunion pourrait échanger ses atouts avec ceux des pays voisins.

Projet de thèse du 9e Congrès du PCR

Un monde d'injustices, d'inégalités, d'oppressions et de violences. Un monde qu'il faut changer.

Le monde d'aujourd'hui est marqué par de nombreux conflits, dont la violence n'épargne ni les hommes, ni les femmes, ni les enfants. La cruauté des images diffusées par la télé et les journaux bouleverse quotidiennement la conscience humaine.

La compassion exprimée devant ces drames est légitime et positive mais elle ne suffit pas. Il faut aussi rechercher les causes de ces conflits et lutter contre les personnes qui en sont à l'origine.

Le système inhumain des puissances d'argent

Ces causes sont certes multiples, mais l'une d'entre elles mérite une attention particulière car elle est, à notre sens, la plus importante. Il s'agit de l'emprise des puissances d'argent sur le monde entier. Ces puissances recherchent de plus en plus de profits, quoi qu'il en coûte aux hommes et aux femmes de la planète ; quoi qu'il en coûte aussi à la planète elle-même.

Ces puissances d'argent imposent un système d'échanges compétitifs et une économie concurrentielle mondialisée qui découlent d'un mode de développement dominé par le système capitaliste. Un système barbare, inhumain, qui exploite les richesses de la terre et le travail des hommes et des femmes, voire souvent des enfants. La mise en œuvre de cette économie mondialisée a dépouillé les États nationaux (États qui jusque-là avaient des comptes à rendre à leurs peuples) d'un certain nombre de leurs pouvoirs au profit des multinationales. Or, celles-ci n'ont de compte à rendre qu'à leurs actionnaires. Ce transfert de pouvoirs s'est fait souvent avec la complicité de ces états ; ce qui contribue à les discréditer et avec eux la classe politique. Ce qui s'est passé en Grande-Bretagne avec le Brexit, aux États-Unis lors de l'élection présidentielle ou en Europe et en France avec la poussée de l'extrême droite n'est pas étranger à ce discrédit frappant les dirigeants qui ont abdicé une partie de leur pouvoir aux

puissances d'argent, dépouillant ainsi les peuples de leur souveraineté. Comme en 2005, lors du référendum en France sur le Traité de l'Union Européenne.

Ce mode de développement capitaliste mondialisé crée des inégalités révoltantes (selon l'ONU, 2 % de la population mondiale possède 50 % des richesses du monde) ainsi que des drames insupportables (toutes les 7 secondes, un enfant meurt de faim).

Sauver la Terre, sauver la vie

Il agresse aussi la planète qui est menacée dans sa survie même. En effet, les activités économiques tournées principalement vers la recherche des profits maximum pour les grosses sociétés et non vers la satisfaction des besoins humains et la préservation de la planète mettent celle-ci en danger. L'agriculture et l'élevage industriels, l'utilisation massive des produits chimiques polluants, des énergies fossiles, etc., participent gravement à la détérioration des sols, à la dégradation des eaux et à l'émission des gaz à effet de serre provoquant le réchauffement climatique.

Ce réchauffement climatique a des conséquences néfastes sur la biodiversité terrestre et marine, sur l'élévation du niveau des océans. Des mesures d'adaptation, de précaution et d'atténuation doivent présider à toute politique d'aménagement de tous les pays du monde. Paul Vergès, Président de l'ONERC (Observatoire National des Effets du Réchauffement

In kozman pou la rout

« Armas z'ot poul, mi larg mon kok ! »

Mi pans la pa bézoin dir azot sa in kozman mi aprésyé pa bokou. Pou kèl rézon ? Pars pou moin sa sé in n'afè i tourn lo do avèk l'égalité rant bann bononm épi bann fanm, bann garson épi bann fiy. Na inn-dé l'androi mèm la pratik la rolijyon i tourn lo do avèk lo prinsip l'égalité. Mi pé dir azot nana désèrtin péi bann madam i pé pa amenn in l'oto. Nana désèrtin péi bann ti fiy la poin lo droi alé l'ékol. Parl pi l'inégalité rant lo pèyman lo travaye suivan ké ou sé in onm osinonsa si ou sé in madam. lé vré kémon kozman i sava pa tro ofon dé shoz é pou fèr pli sinp i diré sa in kozman par andsou la sintir, mé pétète sa i pé pèrmète ziz in sosyété é son bann valèr. An touléka, mi lès azot pans sak zot i vé d'in kozman konmsa. Alé ! ni artrouv pli d'van sipétadyé !

Climatique), n'a eu de cesse de le rappeler aux dirigeants de la planète.

En effet, la dégradation de la planète à cause des activités humaines mercantiles provoque une prise de conscience de la nécessité de la protéger. Nous devons donc participer au mouvement grandissant dans le monde pour la sauvegarde de notre bien commun – la Terre et la vie – dans le but que ce mouvement triomphe des forces d'argent.

Par ailleurs, les guerres semant la mort et la désolation sont souvent les conséquences de la recherche effrénée de profits pour une minorité. Mais ces guerres elles-mêmes sont sources de profits. L'économie militaro-industrielle s'élève à plus de 1 800 milliards de dollars par an dans le monde. Si les États mettent chaque année 1 800 milliards de dollars dans l'armement et dans les guerres pour tuer des êtres humains, ils consacrent seulement 20 milliards de dollars – soit 1 % des dépenses militaires mondiales – à l'aide internationale pour les réalisations des Objectifs du Millénaire pour le Développement, et notamment, pour éradiquer la faim dans le monde. Il faut œuvrer pour un désarmement général et tous les conflits doivent être résolus par le dialogue.

Des innovations technologiques lourdes de menaces

Un autre problème à dimension mondiale est à prendre en compte c'est la révolution technologique. La recherche, l'innovation, les progrès scientifiques et techniques ouvrent de nouveaux horizons à l'humanité. Cependant, les monopoles de l'informatique, de la téléphonie, de la cybernétique et de la robotique ont fait main basse sur ces nouvelles découvertes et leurs applications pour exploiter une nouvelle classe des travailleurs et s'enrichir (là s'accumulent de grosses fortunes personnelles). Ainsi, ce qui devrait être une chance nouvelle pour les humains risque de se retourner contre eux en menaçant massivement leurs emplois traditionnels dans de nombreux domaines.

Un partage équitable pour une population grandissante

Enfin, le monde connaît une évolution démographique unique dans son histoire. Dans quelques décennies, la planète comptera 11 milliards d'habitants. Les besoins des hommes et des femmes, qui doivent être satisfaits, augmenteront sans cesse. Nous ne pouvons pas assister dans l'indifférence aux drames de cette masse d'émigrés fuyant les guerres, les dégâts des changements climatiques et la misère due à un ordre mondial

injuste incapable de satisfaire les besoins d'une population grandissante. La place n'est plus au gaspillage et au pillage des richesses par une minorité. Au contraire, il convient de mettre ces richesses au service d'un partage équitable car tout le monde a le droit à la vie. C'est ce monde-là que nous voulons.

En effet, nous, communistes réunionnais, nous ne nous résignons pas à ce monde d'injustices, d'inégalités, d'oppressions et de violences. Nous devons donc à notre niveau, à notre échelle – si petite soit-elle –, apporter notre pierre à l'édification d'un autre monde. Un monde nouveau, où toutes les femmes et tous les hommes de la planète ont les moyens de vivre dans le respect de leurs droits et de leur dignité, mais aussi dans le respect de notre planète, où les peuples retrouveront leur souveraineté dans la conduite de leur destin.

Notre combat

Face aux événements néfastes pour l'humanité de la mondialisation des échanges capitalistes, face aux conséquences des changements climatiques, de la croissance démographique et la révolution technologique qui vont, comme le disait fréquemment Paul Vergès, bouleverser le monde et impacter La Réunion, outre la lutte pour la responsabilité de notre peuple, nous avons aussi un combat à mener au niveau international pour sauver l'humanité. Ce combat consiste à apporter notre soutien et notre solidarité à toutes les forces dans le monde et aux classes défavorisées qui luttent contre ces injustices, ces inégalités, contre la mondialisation des échanges aux conséquences dramatiques, contre les effets du changement climatique, pour la prise en compte de la démographie mondiale, pour le respect des cultures, des identités, de la souveraineté des peuples et pour la protection de la Terre comme de la Vie, notre bien commun.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Oté

**An promyé lé ridikil !
An dé lé danzéré !
An troi lé évidan !
Donk ala la parti gagné !**

Samdi matin in bon dalon la sonn amoin in kou-soi sé li k'i sonn amoin, soi sé moin k'i sonn ali. L'èr-la no koz déshoz é d'ot mé sirtou dsi la politik pars nout dé li, sé dé pasyoné pa par rapor sak i apèl la politik politisyène mé pou rounir a la sours, la vi dann la sité-pars la politik sé sa an finn kont.

Apré an avoir parl de shoz é d'ot ala ké li di amoin, anparmi désèrtin moun k'i apèl azot progrèsis, de gosh, mèm dé foi révolisyonèr i krétik in bonpé nout z'idé kominis, konm nout z'aksyon, konm nout manyèr d'fer épi d'ète. Ala ké li di amoin, banna lé pi konms avan, pars avan z'ot téi partaz avèk nou lo mèm z'idé.

L'èrla mi di ali sé in n'afèr k'i doi pa z'étone anou. Pou kosa, pars pou komansé Paul lé désédé é sirman ké zot té i doi pansé na pi pèrsone apré li. Mi di ali ankor kan ou lé, konm i di, dann kré la vag ébin na demoun lé tanté prann son distans par raport aou. Aprés, mi di ali ankor i fo oir si sak i fé konmsa sé bann fors viv dann lo péi, pars si sé pa sa, sirman zot na tandans a lèv lo pyé.

Final de kont mi di an moin-mèm, nou nana z'idé, ni pé panz azot ankor in pé, ni pé aprofondir nout bann z'idé. Ni pé aspliké, aspliké mèm é ankor aspliké ziska ké in gran kantité d'moun i fé z'ot l'adézyon avèk nout z'idé.

Dabor i rui pars i trouv rédikil ! Epizapré I trouv sa lé danzéré ! Bou di kont i trouv sa lé évidan é kan lé évidan, bin, ou la fine gagné. Konbien z'idé nou la fine fé pass dopi lo ridikil.

Justin